

Informations de base

2025/0106(COD)

COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Règlement

En attente de la position du Parlement en 1ère lecture

Transposition dans le droit de l'Union de mesures adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches

Modification Règlement 2017/2107 [2016/0187\(COD\)](#)
Modification Règlement 2018/975 [2017/0056\(COD\)](#)
Modification Règlement 2019/833 [2018/0304\(COD\)](#)
Modification Règlement 2023/2053 [2019/0272\(COD\)](#)
Modification Règlement 2021/56 [2020/0139\(COD\)](#)
Modification Règlement 2022/2343 [2021/0058\(COD\)](#)
Modification Règlement 2022/2056 [2021/0103\(COD\)](#)

Subject

3.15.01 Conservation des ressources halieutiques et de pêche
3.15.04 Gestion des pêches, pêcheries, lieux de pêche
3.15.05 Captures de poissons, contingents tarifaires d'importation
3.15.07 Contrôle et réglementation des pêches, des bateaux, des zones de pêche
3.15.15 Accords de pêche et coopération

Zone géographique

Mer méditerranée région
Océan Atlantique région

Acteurs principaux

Parlement européen

Commission au fond

Rapporteur(e)

Date de nomination

PECH Pêche

BAJADA Thomas (S&D)

26/06/2025

Rapporteur(e) fictif/fictive

ZOVKO Željana (EPP)

WERBROUCK Séverine (PFE)

BARTULICA Stephen Nikola (ECR)

WIESNER Emma (Renew)

LÖVIN Isabella (Greens/EFA)

Commission pour avis

Rapporteur(e) pour avis

Date de nomination

ENVI Environnement, climat et sécurité alimentaire


La commission a décidé de ne pas donner d'avis.

| | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|--------------|
| Conseil de l'Union européenne | | |
| Commission européenne | DG de la Commission | Commissaire |
| | Affaires maritimes et pêche | KADIS Costas |
| Comité économique et social européen | | |

| Evénements clés | | | |
|-----------------|--|--|--------|
| Date | Evénement | Référence | Résumé |
| 12/05/2025 | Publication de la proposition législative | COM(2025)0195  | Résumé |
| 16/06/2025 | Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture | | |
| 25/02/2026 | Vote en commission, 1ère lecture | | |
| 25/02/2026 | Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission | | |
| 03/03/2026 | Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture | A10-0039/2026 | Résumé |
| 09/03/2026 | Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles annoncée en plénière (Article 71) | | |
| 11/03/2026 | Décision de la commission parlementaire d'engager des négociations interinstitutionnelles confirmée par la plénière (Article 71) | | |
| 06/05/2026 | Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture | GEDA/A/(2026)002934 PE788.798 | |

| Prévisions | |
|------------|---|
| 14/09/2026 | Date indicative de la séance plénière, 1ère lecture |

| Informations techniques | |
|--|---|
| Référence de la procédure | 2025/0106(COD) |
| Type de procédure | COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) |
| Sous-type de procédure | Note thématique |
| Instrument législatif | Règlement |
| Modifications et abrogations | Modification Règlement 2017/2107 2016/0187(COD) Modification Règlement 2018/975 2017/0056(COD) Modification Règlement 2019/833 2018/0304(COD) Modification Règlement 2023/2053 2019/0272(COD) Modification Règlement 2021/56 2020/0139(COD) Modification Règlement 2022/2343 2021/0058(COD) Modification Règlement 2022/2056 2021/0103(COD) |
| Base juridique | Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne TFEU 043-p2 |
| Consultation obligatoire d'autres institutions | Comité économique et social européen |
| État de la procédure | En attente de la position du Parlement en 1ère lecture |

| Portail de documentation | | | | |
|--|--|--|------------|--------|
| Parlement Européen | | | | |
| Type de document | Commission | Référence | Date | Résumé |
| Projet de rapport de la commission | | PE779.561 | 13/11/2025 | |
| Amendements déposés en commission | | PE781.389 | 11/12/2025 | |
| Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique | | A10-0039/2026 | 03/03/2026 | Résumé |
| Texte convenu lors de négociations interinstitutionnelles | | PE788.798 | 29/04/2026 | |
| Conseil de l'Union | | | | |
| Type de document | | Référence | Date | Résumé |
| Lettre de la Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel | | GEDA/A/(2026)002934 | 29/04/2026 | |
| Commission Européenne | | | | |
| Type de document | | Référence | Date | Résumé |
| Document de base législatif | | COM(2025)0195  | 12/05/2025 | Résumé |
| Parlements nationaux | | | | |
| Type de document | Parlement/Chambre | Référence | Date | Résumé |
| Contribution | IE_HOUSES-OF-OIREACHTAS | COM(2025)0195 | 02/10/2025 | |
| Autres Institutions et organes | | | | |
| Institution/organe | Type de document | Référence | Date | Résumé |
| EESC | Comité économique et social: avis, rapport | CES0766/2025 | 16/07/2025 | |

| Informations complémentaires | | |
|------------------------------|----------|------------|
| Source | Document | Date |
| Service de recherche du PE | Briefing | 19/11/2025 |
| Commission européenne | EUR-Lex | |

Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

Autres membres

| Transparence | | |
|---------------|------------|-----------------------------|
| Nom | Date | Représentant(e)s d'intérêts |
| BAJADA Thomas | 02/12/2025 | Europeche |

Transposition dans le droit de l'Union de mesures adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches

2025/0106(COD) - 12/05/2025 - Document de base législatif

OBJECTIF : transposer dans le droit de l'Union certaines mesures adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) suivantes: la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (ORGPPS), l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (OPANO), la Commission interaméricaine du thon tropical (CITT), la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central (WCPFC) et la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI).

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen statue conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : la CICTA est l'ORGP chargée de la gestion des ressources en thons et espèces apparentées dans l'Atlantique et la Méditerranée. L'ORGPPS est l'organisation chargée de la gestion des ressources halieutiques du Pacifique Sud et des mers adjacentes, à l'exception des thonidés et des espèces apparentées. L'OPANO est l'organisation chargée de la gestion des ressources halieutiques dans la partie de l'Atlantique du Nord-Ouest relevant de sa compétence. La Commission interaméricaine du thon tropical (CITT) est l'organisation chargée de la gestion des ressources en thons et espèces apparentées dans l'océan Pacifique oriental. La Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central (WCPFC) est l'organisation chargée de la gestion des ressources en thons et espèces apparentées dans l'océan Pacifique occidental et central. La CTOI est l'organisation chargée de la gestion des ressources en thons et espèces apparentées dans l'océan Indien.

Les recommandations, résolutions et mesures adoptées par ces organisations régionales de gestion des pêches sont contraignantes pour les parties contractantes.

CONTENU : la présente proposition **transpose dans le droit de l'Union** les mesures adoptées par la CICTA, l'ORGPPS, l'OPANO, la CITT, la WCPFC et la CTOI conformément aux avis des comités permanents respectifs de ces organisations sur les questions scientifiques et de contrôle.

CICTA

La proposition :

- introduit de nouvelles dispositions dans le règlement (UE) 2017/2107 pour la conservation des requins-baleines et des raies Mobulidae, ainsi qu'une limitation géographique pour l'applicabilité des mesures de conservation des tortues marines aux navires opérant au nord de 55° N ou au sud de 35° S de latitude dans la partie orientale de l'Atlantique Sud et au sud de 40° S de latitude dans la partie occidentale de l'Atlantique Sud;

- définit le rôle de l'Agence européenne de contrôle des pêches (AECF) en ce qui concerne l'observation des navires et la communication ultérieure au secrétariat de la CICTA;

- modifie le règlement (UE) 2023/2053 en ce qui concerne les mesures de contrôle, en modifiant les dispositions relatives à l'échange de quotas entre les opérations de pêche conjointes, à la notification préalable des débarquements, à la surveillance des opérations liées au transfert de thons rouges par caméra vidéo, aux opérations de mise en cage et aux activités de contrôle dans les fermes après la mise en cage.

OPANO

La proposition introduit de nouvelles dispositions dans le règlement (UE) 2019/833 en ce qui concerne la réouverture de la pêche du cabillaud dans les divisions 2J3KL, y compris la fermeture, les prises accessoires et la conservation à bord, la surveillance et la procédure supplémentaire applicable en cas d'infraction grave.

ORGPPS

La proposition :

- modifie le règlement (UE) 2018/975 afin d'y inclure de nouvelles mesures de conservation et de gestion ainsi qu'une modification des mesures précédemment adoptées. Les mesures modifiées de l'ORGPPS comprennent la pêche de fond, le transbordement, les filets maillants, les programmes et données d'observation et les systèmes de surveillance des navires;

- comprend de nouvelles mesures approuvées par l'ORGPPS, en particulier un protocole pour l'arraisonnement et les inspections en haute mer, notamment des procédures en cas d'infractions présumées, une mesure relative à la pollution marine et une mesure relative au marquage et à l'identification des navires de pêche.

CITT

La proposition modifie le règlement (UE) 2021/56 afin d'y inclure des mises à jour concernant les activations des bouées des dispositifs de concentration de poissons (DCP), la réduction de l'emmêlement des DCP et l'utilisation de matériaux biodégradables, la déclaration des captures de thons rouges, les modifications apportées au système de surveillance des navires, l'introduction d'un système de suivi électronique, y compris la collecte de données sur la pêche, la protection des requins soyeux, la remise à l'eau en toute sécurité des requins, la collecte de données sur les espèces de requins et des mises à jour des rapports de conformité.

WCPFC

La proposition modifie le règlement (UE) 2022/2056 afin d'introduire des dispositions relatives à la protection des requins et à l'utilisation de lignes secondaires et d'avancions métalliques par les palangriers de l'Union, avec l'interdiction de conserver à bord les requins et l'obligation de les remettre à l'eau, ainsi que la remise ou le rejet des captures involontaires de spécimens de requins océaniques et de requins soyeux, ainsi que des adaptations linguistiques pour les dispositions relatives à l'avitaillement.

CTOI

La proposition

- modifie le règlement (UE) 2022/2343 afin d'y inclure de nouvelles mesures de conservation et de gestion ainsi que des modifications de mesures précédemment adoptées;

- comprend de nouveaux articles relatifs à la gestion des dispositifs de concentration de poissons ancrés, à la fermeture volontaire de la pêche et aux normes de surveillance électronique, ainsi que des mesures révisées renforçant la gestion des dispositifs de concentration de poissons dérivants, des mesures d'atténuation pour les espèces non ciblées et un programme d'observation.

Transposition dans le droit de l'Union de mesures adoptées par les organisations régionales de gestion des pêches

2025/0106(COD) - 03/03/2026 - Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

La commission de la pêche a adopté un rapport de Thomas BAJADA (S&D, MT) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2017/2107 établissant des mesures de gestion, de conservation et de contrôle applicables dans la zone de la convention de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), le règlement (UE) 2018/975 établissant des mesures de gestion, de conservation et de contrôle applicables dans la zone de la convention de l'Organisation régionale de gestion des pêches du Pacifique Sud (ORGPPS), le règlement (UE) 2019/833 établissant des mesures de conservation et d'exécution applicables dans la zone de réglementation de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest, le règlement (UE) 2021/56 établissant des mesures de gestion, de conservation et de contrôle applicables dans la zone de la convention de la Commission interaméricaine du thon tropical, le règlement (UE) 2022/2056 établissant des mesures de conservation et de gestion applicables dans la zone de la convention de la Commission des pêches pour le Pacifique occidental et central, le règlement (UE) 2022/2343 établissant des mesures de gestion, de conservation et de contrôle applicables à la zone de compétence de la Commission des thons de l'océan Indien (CTOI) et le règlement (UE) 2023/2053 établissant un plan pluriannuel de gestion du thon rouge dans l'Atlantique Est et la Méditerranée.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition comme suit :

D'une manière générale, le texte modifié a mis en évidence le rôle futur potentiel de **l'Agence européenne de contrôle des pêches (EFCA)** en tant qu'organisme agissant au nom de la Commission européenne pour gérer les flux d'informations et servir de point de référence pour les États membres.

En outre, des amendements ont été introduits afin **d'améliorer la lisibilité et l'accessibilité du texte juridique** pour les citoyens de l'Union et les opérateurs du secteur de la pêche, tout en garantissant la cohérence entre la politique commerciale de l'Union et ses objectifs plus larges en matière de gouvernance internationale des océans et de durabilité.

Plusieurs parties de la proposition nécessitaient une mise à jour des dispositions relatives à la **protection des données**. À cet égard, le texte modifié précise que les données à caractère personnel traitées en vertu du présent règlement ne devaient pas être conservées pendant une période supérieure à dix ans, sauf si ces données à caractère personnel sont nécessaires pour permettre le suivi d'une infraction, d'une inspection ou de procédures judiciaires ou administratives. Dans ces cas, les données à caractère personnel pourront être conservées pendant une durée maximale de vingt ans. Si les données à caractère personnel sont conservées pendant une période plus longue, elles doivent être anonymisées.

Remise à l'eau en toute sécurité des requins par les navires à senne coulissante

Les députés ont apporté des modifications concernant la remise à l'eau en toute sécurité des requins par les navires à senne coulissante. Il est souligné que si un requin est vivant au moment de sa capture par un navire à senne coulissante et qu'il n'est pas conservé, il doit être remis à l'eau en suivant les procédures suivantes ou en utilisant des moyens tout aussi efficaces :

- dispositifs de tri/libération des prises accessoires pour le pont de travail/le pont principal, par exemple une trémie munie d'une porte ou une rampe;
- civière/nacelle;

- épuisette;
- dégorgeoir court, pour les requins ramenés à bord;
- coupe-ligne;
- dégorgeoir court, à bord des navires dont le franc-bord est inférieur à 2 mètres;
- coupe-ligne à manche long, d'une longueur égale ou supérieure à la longueur de franc-bord du navire;
- dégorgeoir à manche long, d'une longueur égale ou supérieure à la longueur de franc-bord du navire.

Thon rouge

Les députés ont déclaré que l'autorité compétente de l'État membre d'élevage peut autoriser une marge d'erreur allant jusqu'à **5%** entre le nombre d'individus de thon rouge résultant de l'évaluation du report et le nombre d'individus censés être présents dans la cage. Lorsque la différence est supérieure à 5%, l'autorité compétente de l'État membre d'élevage devrait ordonner la remise à l'eau du nombre correspondant de thons rouges. L'opération de remise à l'eau devrait être menée conformément à l'annexe XII. La compensation des différences entre les différentes cages de l'exploitation ne devrait pas être autorisée.